

## ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL

En dépit des crises de déplacement dramatiques qui ont marqué l'année 2015, l'Afrique a continué d'accueillir la grande majorité des personnes réfugiées de par le monde. En 2015, plus de 18 millions de réfugiés, déplacés internes, individus risquant de devenir apatrides et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu une aide d'un bout à l'autre du continent. Huit des grandes situations d'urgence auxquelles le HCR a dû faire face à travers le monde en 2015 ont eu lieu en Afrique, les crises au Burundi et au Yémen provoquant les déplacements les plus récents sur le continent.

Les efforts de rétablissement de la paix ont progressé avec lenteur et la poursuite des conflits a prolongé les situations de déplacement existantes, risquant de les aggraver. La violence qui continuait de sévir dans des pays comme le Nigéria, la République centrafricaine (RCA) et le Soudan du Sud a empêché la résolution de bien des situations de déplacement, et seul un petit nombre de personnes ont regagné leur foyer, le plus souvent de manière spontanée. Par conséquent, le HCR a entrepris de réorienter ses programmes, passant des activités de secours immédiat à des stratégies centrées sur l'éducation, les moyens de subsistance et les distributions d'espèces, afin de favoriser l'autonomie des réfugiés et de renforcer leur dignité. La participation à la vie des communautés d'accueil a contribué à accroître la résilience des populations en exil, à l'heure où les flambées de violence observées dans les pays d'origine limitaient les perspectives de retour.



Une jeune réfugiée centrafricaine portant un bébé rentre chez elle, au camp de Gado-Badzere (Cameroun).



# Afrique

L'accès des organisations humanitaires aux populations dans le besoin a été entravé dans la plupart des régions encore touchées par des conflits, notamment au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Nigéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo (RDC), en Somalie, au Soudan du Sud et au Tchad. Ceci a causé des lacunes dans la fourniture de services, entraîné une augmentation des taux de malnutrition et de mortalité et accru les risques de déplacements ultérieurs.

À l'échelle mondiale, le nombre de réfugiés ayant trouvé des solutions à leur déplacement n'a jamais été aussi faible qu'en 2015. En Afrique, le nombre de personnes en mesure de regagner leur pays a continué de diminuer. Néanmoins, les opérations de rapatriement du Libéria en Côte d'Ivoire ont été relancées au deuxième semestre 2015, après la fin de l'épidémie de fièvre Ébola. Le nombre de réfugiés réinstallés hors du continent africain a également été plus élevé qu'au cours de toutes les années précédentes : près de 25 000 réfugiés, originaires pour la plupart de RDC et de Somalie, ont été réinstallés, principalement aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Suède.

Les efforts d'intégration sur place se sont poursuivis à travers l'Afrique : quelque 200 000 anciens réfugiés burundais, arrivés en République-Unie de Tanzanie (Tanzanie) en 1972, ont ainsi obtenu la

nationalité tanzanienne en 2015. D'autres efforts, concernant les réfugiés angolais accueillis en particulier en Zambie, étaient en cours afin de mettre un terme à cette situation de déplacement prolongée.

Depuis quelques années, le HCR consolide ses relations de travail avec des organismes de développement non traditionnels, comme la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, afin de promouvoir le développement des régions qui accueillent des réfugiés. En 2015, le HCR s'est adressé à la Banque mondiale pour attirer une aide à la création de services dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et de l'accès aux marchés dans les régions sous-financées qui accueillent des réfugiés. En 2015, des propositions de projets ont été présentées pour le Kenya, l'Ouganda, la RDC, la Tanzanie et la Zambie.

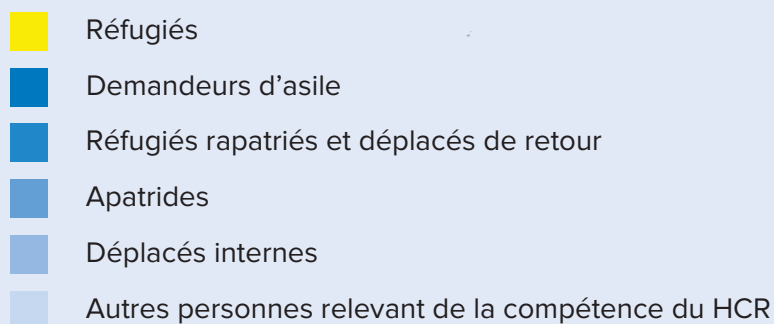
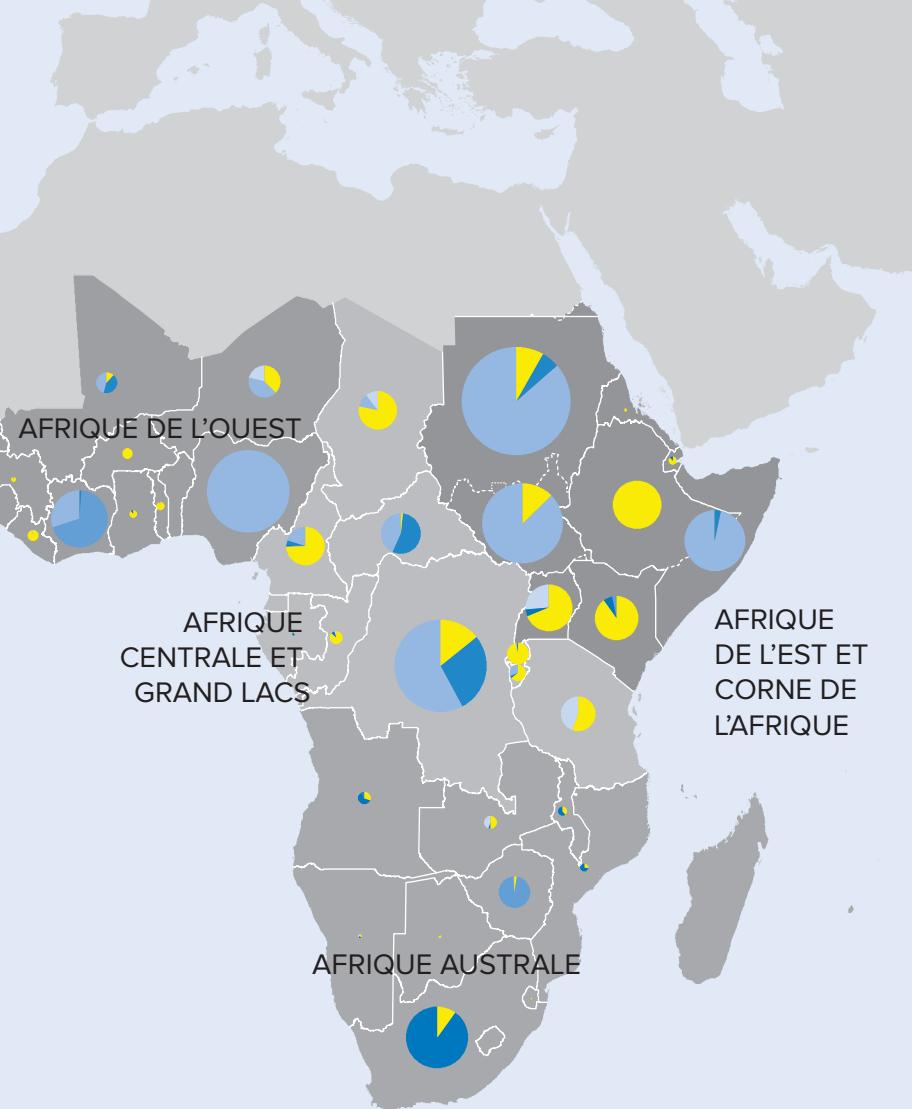
En octobre 2015, le HCR et l'Union européenne ont conjointement organisé une conférence ministérielle d'annonces de contributions afin de mobiliser des fonds pour les réfugiés somaliens. Les donateurs se sont engagés à verser environ 105 millions de dollars E.-U. pour financer un plan d'action visant à favoriser le rapatriement durable et la réintégration des Somaliens réfugiés au Kenya. Ce plan doit être mis en œuvre au cours des deux prochaines années.



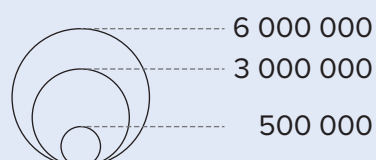
## PRINCIPALES OPÉRATIONS

Cet aperçu met en évidence les éléments clés des principales situations qui ont nécessité une réponse d'urgence et/ou une intervention soutenue de la part du HCR et de ses partenaires en 2015. Les différentes opérations sont décrites plus en détail dans les pages consacrées aux sous-régions ou aux pays correspondants sur le site Global Focus (<http://reporting.unhcr.org>).

En 2015, plus de 234 000 **Burundais** ont été contraints de s'enfuir en Ouganda, en RDC, au Rwanda, en Tanzanie et parfois jusqu'en Zambie. Un plan régional d'assistance aux réfugiés, piloté par le HCR, a été publié en mai 2015 pour mobiliser une aide essentielle. Cependant, les opérations ont très vite été contrariées par une épidémie de choléra en Tanzanie, par les recrutements signalés dans les camps du Rwanda, par les violences sexuelles et sexistes et par d'autres problèmes de protection. Le HCR, travaillant en étroite collaboration avec les Gouvernements et les autres organisations, a rapidement mis en place une réponse d'urgence. À la fin de l'année, toutes les organisations impliquées dans la réponse auprès des réfugiés avaient mis en place un plan d'urgence destiné à parer à toute éventualité, y compris le pire des scénarios en 2016 et comportant une stratégie destinée à satisfaire les besoins existants.



### Taille des populations



En 2015, des efforts ont été menés pour consolider les activités de secours et améliorer les services destinés aux réfugiés **centrafricains** accueillis au Cameroun, au Congo, en RDC et au Tchad. En dépit d'un petit nombre de retours, le nombre de réfugiés centrafricains n'a cessé d'augmenter, en particulier avant les élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu à la fin de l'année et qui ont nécessité l'organisation d'un deuxième tour en février 2016. Le HCR a aidé environ 60 pour cent des réfugiés accueillis dans les pays environnants à participer aux élections présidentielles.

La situation en **RDC** est demeurée tendue en 2015. Les violences qui ont éclaté sporadiquement, en particulier dans la région du Nord-Kivu, ont provoqué d'autres déplacements internes et interdit l'accès des organisations humanitaires aux déplacés pendant la plus grande partie de l'année. Au total, environ 1,5 million de personnes étaient toujours déplacées en RDC à la fin de l'année, alors que le pays accueillait par ailleurs 106 000 réfugiés centrafricains, 245 000 réfugiés rwandais (nombre basé sur une campagne initiale de préenregistrement menée par les autorités) et 20 000 réfugiés burundais chassés par le conflit récent.

Malgré la conclusion de l'Accord de paix et de réconciliation au **Mali** en juin 2015, une reprise sporadique des violences a empêché les mouvements de rapatriement librement consenti d'atteindre l'ampleur prévue. Les organisations humanitaires n'ont pas eu accès aux régions du nord et du

centre du pays. Plus de 139 000 réfugiés sont demeurés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger et quelque 61 000 personnes sont restées déplacées à l'intérieur du pays. Un grave manque de fonds a également entravé la fourniture de l'assistance, la population déplacée devenant plus vulnérable en raison des sécheresses récurrentes et de la pauvreté chronique.

Au **Nigéria**, le conflit et les violences se sont intensifiés en 2015, les rebelles attaquant les populations civiles dans des opérations transfrontalières lancées au Cameroun, au Niger et au Tchad. Bien que ces pays aient fourni des soldats, le bilan humain a continué de s'alourdir à la fin de l'année 2015 et au début de l'année 2016, les terroristes ayant de plus en plus tendance à utiliser des femmes et des jeunes filles pour commettre des attentats-suicides sur les marchés, dans les écoles et dans les autres zones habitées. À la fin de l'année, le Cameroun accueillait 62 000 réfugiés nigériens et près de 93 000 personnes étaient déplacées sur son territoire en raison du conflit. Le Tchad accueillait 14 000 réfugiés, auxquels s'ajoutaient 52 000 déplacés internes ; enfin, le Niger offrait l'hospitalité à 138 000 réfugiés nigériens et comptait 50 000 déplacés internes.

Au **Soudan du Sud**, le conflit en cours et l'insécurité alimentaire grandissante incitent un nombre croissant de personnes à s'enfuir au-delà des frontières ou dans une autre région du pays. Au 31 décembre 2015, quelque 2,3 millions de personnes avaient été forcées à fuir leur foyer : quelque 650 000 avaient gagné l'Éthiopie, le Kenya

et l'Ouganda et 1,65 million étaient déplacées à l'intérieur du pays. En dépit d'un accord de paix conclu en août 2015 et des négociations de paix organisées à Addis-Abeba en novembre 2015, le conflit qui avait débuté en décembre 2013 s'est poursuivi, entrant dans sa troisième année. Fin 2015, les troubles ont entraîné de nouveaux exodes dans le sud du pays, les populations ralliant principalement la RCA et la RDC. Le manque de sécurité observé à l'intérieur du pays a aggravé les effets d'une mauvaise récolte, ce qui a entraîné une insécurité alimentaire plus élevée qu'auparavant. La protection des enfants au Soudan du Sud et dans les pays d'asile est restée cruciale : plus de 65 pour cent des individus qui ont pris la fuite étaient âgés de moins de 18 ans.

La **Somalie** était toujours en proie à l'insécurité ; cependant, les violences et les bombardements qui se sont succédés tout au long de l'année 2015 au Yémen ont incité quelque 27 000 Somaliens – réfugiés et migrants – à traverser la mer Rouge pour regagner leur pays. Quelque 3 335 nouveaux arrivants yéménites se sont également réfugiés dans le pays. D'autres ont cherché asile à Djibouti (17 500 Yéménites et 300 Somaliens depuis le mois d'avril 2015) et en Éthiopie (1 200 Yéménites et 2 500 Somaliens) ; parallèlement, quelque 700 Yéménites et Somaliens se sont enfuis au Soudan. Au moins 13 000 ressortissants djiboutiens, éthiopiens et soudanais ont également choisi de rentrer. Dans le même temps, un nombre assez restreint de réfugiés somaliens hébergés au camp de Dadaab, au Kenya, ont décidé de profiter du programme

pilote de rapatriement librement consenti pour regagner des secteurs de Somalie considérés comme sûrs (Baidoa, Kismayo, Luuq et Mogadiscio). Quelque 5 700 d'entre eux sont rentrés volontairement au cours de l'année.

## RÉALISATIONS ET IMPACT

### Recherche de solutions durables

Bien que le nombre de personnes susceptibles de regagner volontairement leur pays d'origine ait diminué ces dernières années, les efforts visant à trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés et des déplacés internes se sont poursuivis. En 2015, plus de 130 700 réfugiés ont pu retourner chez eux.

Quelque 2 000 personnes réfugiées au Libéria ont pu regagner la Côte d'Ivoire en 2015. En outre, 100 réfugiés libériens ont été en mesure de rentrer du Bénin, du Ghana et du Togo. Comme indiqué précédemment, quelque 5 700 réfugiés accueillis au Kenya ont été rapatriés en Somalie au cours de l'année ; d'autre part, environ 10 000 Somaliens réfugiés en Éthiopie se sont inscrits pour participer à une opération de rapatriement librement consenti en 2016. Au total, 4 650 réfugiés accueillis dans la région ont regagné le Rwanda, alors que 72 000 personnes (estimation) attendaient encore des solutions. L'intégration sur place a été facilitée pour les individus victimes d'une

situation d'exil prolongé, comme les anciens réfugiés burundais vivant en Tanzanie depuis 1972 : près de 200 000 d'entre eux ont acquis la nationalité tanzanienne en 2015. Des possibilités d'intégration sur place ont également été recherchées pour plus de 3 700 anciens réfugiés rwandais vivant en Zambie.

## Prévention et réduction des cas d'apatridie

Les efforts de sensibilisation à la question de l'apatridie entrepris dans le cadre de la campagne destinée à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024 ont porté leurs fruits en 2015. La Conférence ministérielle régionale sur l'apatridie en Afrique de l'Ouest, organisée par la CEDEAO à Abidjan le 25 février 2015, s'est déroulée en présence de tous les pays membres de la CEDEAO et a recueilli 25 nouveaux engagements de la part des États d'adhérer à l'une des conventions sur l'apatridie ou aux deux. L'adoption du Protocole sur le droit à la nationalité en Afrique par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en août 2015 a ouvert la voie à l'approbation de cet important protocole par l'ensemble des États membres de l'Union africaine, prévue en 2016.

## CONTRAINTES

En 2015, le HCR a été confronté à des problèmes d'accès et d'insécurité dans la plupart des régions affectées par des conflits de grande ampleur.

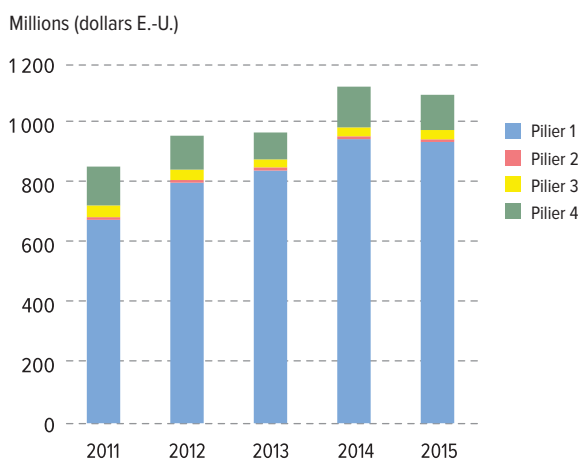
L'insécurité alimentaire a posé un problème croissant en Afrique et a touché, en 2015, plus de 76 pour cent des personnes réfugiées dans la région, victimes d'une réduction des rations alimentaires. Le HCR a analysé un grand nombre de rapports sur la situation nutritionnelle dans les pays africains et il est apparu que les taux de malnutrition aiguë globale, d'hypotrophie nutritionnelle et d'anémie étaient bien supérieurs aux normes. Des stratégies d'adaptation néfastes, consistant par exemple à sauter des repas, à abandonner l'école pour aller travailler, à recourir à la prostitution de survie et au vol ont été observées dans tous les camps de réfugiés du continent africain. Dans certains pays, dont Djibouti, l'Éthiopie et le Rwanda, des distributions d'espèces ont permis de venir en aide aux plus vulnérables. Néanmoins, l'insécurité alimentaire devrait persister, en particulier dans les régions où la météorologie est perturbée par le phénomène *El Niño*, et

des efforts supplémentaires seront donc vraisemblablement nécessaires pour répondre aux besoins alimentaires en 2016.

L'une des grandes priorités du HCR était d'assurer aux réfugiés et aux autres personnes déplacées un avenir meilleur par le biais de l'éducation (voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*). Néanmoins, comme les ressources ont été continuellement surexploitées et parfois détournées pour répondre aux besoins les plus pressants d'une proportion plus importante de personnes relevant de sa compétence, le HCR s'inquiétait de ne pas avoir été en mesure d'offrir des services éducatifs à tous les enfants réfugiés et de ne pas avoir pu assurer un enseignement de qualité homogène.

Contraint de se concentrer sur les mesures d'urgence, indispensables à la survie, dans un si grand nombre de situations à travers le monde, le HCR n'a pu consacrer que 10 pour cent environ des fonds disponibles en 2015 aux activités de renforcement des moyens de subsistance et de recherche de solutions en Afrique. ■

## Dépenses en Afrique | 2011-2015



## Informations financières

Le budget initial de la région Afrique pour 2015, approuvé par le Comité exécutif en 2014, s'élevait à 2 169 millions de dollars E.-U. A la fin de l'année, le budget révisé pour 2015 atteignait à 2 775 millions.

En 2015, les situations d'urgence ont absorbé près de la moitié du budget du HCR en Afrique, en particulier pour la prise en charge des besoins lors des crises les plus récentes survenues au Burundi (besoins additionnels de 207 millions de dollars E.-U.), au Nigéria (91 millions), au Soudan du Sud (248 millions) et au Yémen (besoins additionnels en Afrique de 39 millions).

Le montant total des fonds disponibles pour l'Afrique s'est élevé à 979,7 millions de dollars E.-U., de telle sorte que 65 pour cent des besoins n'ont pas pu être satisfaits. Si le HCR est parvenu à rationaliser sa réponse dans quelques opérations de grande envergure, les nouvelles crises ont exigé des mesures immédiates et, dans le cas de la crise des réfugiés burundais, la mobilisation de centaines de collaborateurs et d'équipements.

Jamais, dans l'histoire du continent africain, le nombre de personnes déplacées n'a été aussi élevé qu'aujourd'hui. Ces cinq dernières années, la proportion des ressources du HCR disponibles pour les populations relevant de sa compétence en Afrique a diminué. Par exemple, ne serait-ce qu'en Éthiopie, près de 750 000 personnes ont été touchées par les réductions de l'aide alimentaire en 2015. La situation alimentaire a des conséquences sur la protection des personnes qui relèvent de la compétence du HCR, sur le taux d'assiduité des enfants à l'école et sur le travail des mineurs, pour n'en citer que quelques-unes.



## BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | DOLLARS E.-U.

Opération		Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS</b>						
Burundi	Budget	18 676 158	189 402	0	14 156 233	33 021 793
	Dépenses	14 142 547	136 169	0	1 335 359	15 614 075
Cameroun	Budget	107 653 576	843 987	0	6 200 080	114 697 644
	Dépenses	45 951 486	207 295	0	4 556 234	50 715 016
République centrafricaine	Budget	11 204 357	0	0	40 211 532	51 415 889
	Dépenses	9 493 331	0	0	18 558 732	28 052 063
République démocratique du Congo – Bureau régional <sup>1</sup>	Budget	91 411 041	2 696 775	38 546 652	75 174 531	207 828 999
	Dépenses	57 354 600	721 334	10 269 880	12 900 729	81 246 542
République du Congo	Budget	35 341 593	0	0	0	35 341 593
	Dépenses	10 261 615	0	0	0	10 261 615
Rwanda	Budget	122 417 859	0	622 144	0	123 040 003
	Dépenses	38 962 773	0	517 683	0	39 480 457
République-Unie de Tanzanie	Budget	118 736 353	0	15 418 811	0	134 155 164
	Dépenses	42 244 039	0	6 626 003	0	48 870 041
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>505 440 938</b>	<b>3 730 164</b>	<b>54 587 608</b>	<b>135 742 376</b>	<b>699 501 085</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>218 410 391</b>	<b>1 064 798</b>	<b>17 413 566</b>	<b>37 351 054</b>	<b>274 239 809</b>
<b>AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE</b>						
Tchad	Budget	168 802 729	1 591 058	885 000	0	171 278 787
	Dépenses	73 959 150	608 209	806 078	0	75 373 437
Djibouti	Budget	41 396 203	0	0	0	41 396 203
	Dépenses	10 508 707	0	0	0	10 508 707
Érythrée	Budget	5 913 217	0	0	0	5 913 217
	Dépenses	3 548 472	0	0	0	3 548 472
Éthiopie	Budget	311 641 954	0	0	0	311 641 954
	Dépenses	152 109 568	0	0	0	152 109 568
Éthiopie (Représentation du HCR auprès de l'UA et de la CEA)	Budget	1 439 099	0	0	0	1 439 099
	Dépenses	1 420 907	0	0	0	1 420 907
Kenya	Budget	250 824 698	371 416	0	0	251 196 114
	Dépenses	100 846 641	189 740	0	0	101 036 382
Kenya – Centre d'appui régional	Budget	8 725 134	0	0	0	8 725 134
	Dépenses	6 054 227	0	0	0	6 054 227
Somalie	Budget	44 514 196	0	13 096 330	41 543 354	99 153 880
	Dépenses	19 028 204	0	6 922 988	10 237 076	36 188 268
Soudan du Sud	Budget	185 326 305	6 539 991	0	222 014 560	413 880 856
	Dépenses	96 295 886	2 112 569	0	42 054 490	140 462 944
Soudan	Budget	137 778 614	3 077 345	0	30 466 838	171 322 797
	Dépenses	57 119 403	567 792	0	13 246 408	70 933 603
Ouganda	Budget	218 337 173	20 000	3 050 000	0	221 407 173
	Dépenses	62 654 022	4 177	0	0	62 658 198
Activités régionales	Budget	11 051 350	0	0	0	11 051 350
	Dépenses	214 903	0	0	0	214 903
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>1 385 750 671</b>	<b>11 599 810</b>	<b>17 031 330</b>	<b>294 024 751</b>	<b>1 708 406 563</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>583 760 089</b>	<b>3 482 486</b>	<b>7 729 066</b>	<b>65 537 974</b>	<b>660 509 615</b>

Opération		Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>						
Burkina Faso	Budget	20 567 209	0	0	0	20 567 209
	Dépenses	14 063 407	0	0	0	14 063 407
Côte d'Ivoire	Budget	15 033 233	3 599 304	7 917 216	0	26 549 754
	Dépenses	4 708 272	2 070 552	2 506 139	0	9 284 963
Ghana	Budget	10 948 861	0	0	0	10 948 861
	Dépenses	5 309 408	0	0	0	5 309 408
Guinée	Budget	7 178 568	0	0	0	7 178 568
	Dépenses	3 600 799	0	0	0	3 600 799
Libéria	Budget	34 164 707	0	0	0	34 164 707
	Dépenses	15 362 854	0	0	0	15 362 854
Mali	Budget	48 924 988	123 119	10 754 399	8 058 010	67 860 517
	Dépenses	9 384 458	101 971	3 670 590	1 709 622	14 866 641
Niger	Budget	46 858 700	254 369	0	2 654 087	49 767 155
	Dépenses	25 698 549	250 799	0	1 931 127	27 880 475
Sénégal – Bureau régional <sup>2</sup>	Budget	46 024 679	1 948 594	0	27 836 290	75 809 563
	Dépenses	21 185 152	816 972	0	10 579 188	32 581 312
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>229 700 946</b>	<b>5 925 386</b>	<b>18 671 616</b>	<b>38 548 387</b>	<b>292 846 334</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>99 312 900</b>	<b>3 240 294</b>	<b>6 176 728</b>	<b>14 219 937</b>	<b>122 949 859</b>
<b>AFRIQUE AUSTRALE</b>						
Angola	Budget	5 453 056	0	0	0	5 453 056
	Dépenses	3 085 400	0	0	0	3 085 400
Botswana	Budget	4 351 907	0	0	0	4 351 907
	Dépenses	2 547 788	0	0	0	2 547 788
Malawi	Budget	5 712 834	0	0	533 421	6 246 255
	Dépenses	3 260 690	0	0	484 928	3 745 618
Mozambique	Budget	4 769 181	380 099	0	0	5 149 280
	Dépenses	2 710 374	182 439	0	0	2 892 812
Namibie	Budget	546 748	0	0	0	546 748
	Dépenses	499 581	0	0	0	499 581
Afrique du Sud – Bureau régional	Budget	26 298 812	971 936	0	0	27 270 748
	Dépenses	12 911 702	507 630	0	0	13 419 332
Zambie	Budget	19 513 408	0	0	0	19 513 408
	Dépenses	8 985 532	0	0	0	8 985 532
Zimbabwe	Budget	5 676 791	129 910	0	0	5 806 701
	Dépenses	4 704 711	122 441	0	0	4 827 151
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>72 322 737</b>	<b>1 481 945</b>	<b>0</b>	<b>533 421</b>	<b>74 338 104</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>38 705 778</b>	<b>812 509</b>	<b>0</b>	<b>484 928</b>	<b>40 003 215</b>
<b>Total Africa</b>	<b>Budget</b>	<b>2 193 215 292</b>	<b>22 737 305</b>	<b>90 290 554</b>	<b>468 848 935</b>	<b>2 775 092 086</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>940 189 157</b>	<b>8 600 087</b>	<b>31 319 360</b>	<b>117 593 893</b>	<b>1 097 702 497</b>

<sup>1</sup> Coordonne les activités au Gabon et en République démocratique du Congo

<sup>2</sup> Inclut les activités au Bénin, en Gambie, Guinée-Bissau, au Nigeria, en Sierra Leone et au Togo

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | DOLLARS E.-U.

<i>Donateur</i>	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
Banque africaine de développement	1 000 000					1 000 000
Belgique	2 600 389		1 052 248			3 652 637
Botswana					16 600	16 600
Brésil	102 040					102 040
Canada	1 896 813				14 358 773	16 255 586
Fonds central d'intervention d'urgence	28 230 173			9 625 948		37 856 121
Fonds commun humanitaire pour la Somalie				919 551		919 551
Fonds commun humanitaire pour le Soudan du Sud				1 488 963		1 488 963
Fonds commun humanitaire pour le Soudan	1 092 255			2 397 838		3 490 093
Danemark	4 693 712			500 000	11 571 529	16 765 241
Fonds commun humanitaire pour la RDC	1 140 650			983 161		2 123 811
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	300 000					300 000
Union européenne	36 390 350	366 431	1 893 320	5 232 837		43 882 937
Finlande	1 083 424				7 078 537	8 161 961
France	7 521 387			1 000 000	1 367 169	9 888 557
Allemagne	9 788 433		1 143 583		24 029 547	34 961 564
Saint-Siège	9 976			6 723		16 700
Organisation internationale pour les migrations	595 692					595 692
Irlande	2 231 747					2 231 747
Italie	4 805 582		1 035 793	2 741 840		8 583 216
Japon	53 656 997		3 137 975	11 492 025	4 636 424	72 923 421
Liechtenstein					102 881	102 881
Luxembourg				625 782	3 379 224	4 005 006
Monaco	62 578					62 578
Namibie					43 740	43 740
Nigéria					63 735	63 735
Norvège	6 852 857				1 823 197	8 676 054
Donateurs privés – Australie	961 569			311 097	49 563	1 322 230
Donateurs privés – Cameroun	49 300					49 300
Donateurs privés – Canada	55 736				180 722	236 458
Donateurs privés – Chine (RAS de Hong Kong)	79 684					79 684
Donateurs privés – France					1 156	1 156
Donateurs privés – Allemagne	1 588 014			448 934	7 040 222	9 077 170
Donateurs privés – Italie	547 690			10 893	8 750	567 333
Donateurs privés – Japon	2 591 903		143 060	98 097	52 340	2 885 400
Donateurs privés – Kenya	2 539				97 723	100 262
Donateurs privés – Koweït					8 959	8 959
Donateurs privés – Qatar	2 666 898					2 666 898
Donateurs privés – République de Corée	468 116				124 462	592 578
Donateurs privés – Espagne	430 898			11 486	14 026	456 411
Donateurs privés – Suède	1 404 693					1 404 693

<i>Donateur</i>	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	<b>Total</b>
Donateurs privés – Suisse	5 931				1 778	7 710
Donateurs privés – Thaïlande	960					960
Donateurs privés – Pays-Bas	18 362 483					18 362 483
Donateurs privés – Royaume-Uni	78 281				266	78 547
Donateurs privés – États-Unis d'Amérique	2 368 100				524 712	2 892 812
République de Corée	200 000			200 000	1 300 000	1 700 000
Slovénie					32 680	32 680
Afrique du Sud					120 729	120 729
Espagne	1 175 940			1 160 791		2 336 731
Suède					15 358 522	15 358 522
Suisse	8 859 399			2 179 568	2 057 613	13 096 580
Royaume-Uni	65 606 448		4 702 194	795 686		71 104 328
Fonds des Nations-Unies pour l'enfance	69 543					69 543
ONU – Unis dans l'action	441 761		240 000			681 761
Programme des Nations Unies pour le développement	378 468			103 838		482 306
Fonds pour la consolidation de la paix de l'ONU		79 399	977 685			1 057 084
Fonds des Nations Unies pour la population	980 551					980 551
Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida	1 802 650			100 000		1 902 650
États-Unis d'Amérique	106 080 229			12 000 000	433 724 274	551 804 503
<b>Total</b>	<b>381 312 841</b>	<b>445 830</b>	<b>14 325 859</b>	<b>54 435 059</b>	<b>529 169 854</b>	<b>979 689 443</b>

Note: Inclut les coûts d'appui indirects prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les « Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat » (NAM).